

Entretien

Entretien avec Monsieur Smail LALMAS
Président d'ALGERIE CONSEIL EXPORT - ACE

“ Il est impératif de libérer l'économie algérienne de sa dépendance des hydrocarbures ”

Entretien réalisé par A. Meftahi



Entretien

L'ACTUEL : Monsieur Smail LALMAS, faites nous svp une présentation de votre association

M. Smail LALMAS : Algérie Conseil Export "ACE", est une Association nationale professionnelle constituée d'experts, de conseillers et de formateurs, qui s'engagent à dynamiser, aider et rendre performantes les entreprises algériennes ayant retenu dans leur stratégie managériale l'option de se lancer à l'international.

Au travers de notre association, l'ambition est de regrouper le corps des conseillers et des formateurs permettant une expertise diversifiée dans les métiers de l'export afin de devenir un partenaire privilégié dans l'accompagnement et la mise en œuvre de la politique de l'export en Algérie.

Nos objectifs principaux se résument à :

- ✓ Aider au développement et au renforcement des capacités de nos entreprises à l'international. Nous offrons les meilleurs conseils aux exportateurs, mandants et partenaires, en matière d'appui et de développement à l'international, a forte valeur ajoutée, grâce à notre équipe experte et proactive, ayant pour principal souci une volonté commune de création de valeur.
- ✓ Participer à la mise en place d'une charte nationale de l'exportation.
- ✓ Encadrement et formation des principaux acteurs des entreprises exportatrices.
- ✓ Organisation de portes ouvertes pour la sensibilisation à l'export.
- ✓ Création de cellules de réflexion avec d'autres partenaires sur la réglementation dans le domaine de l'exportation.

Plusieurs mesures ont été prises ces derniers temps pour booster la production locale. En tant que président de l'Association des conseillers à l'export, quelle évaluation en faite vous ?

Les statistiques fournissent des bases solides pour le diagnostic de la situation du développement et permettent de mesurer l'efficacité des politiques mises en œuvre. Malheureusement, l'Algérie n'a toujours pas les moyens de produire, d'analyser et de faire usage de la variété des statistiques de la qualité requise pour soutenir un développement réel. Conséquence, l'élaboration et l'efficacité des stratégies en pâtit. Très souvent, le gouvernement intervient par des mesures incitatives pour booster ou relancer la production nationale et mettre en place une offre abondante qui va se substituer à l'importation. En même temps, nous constatons que cela se fait de façon conjoncturelle sans pour autant répondre à une logique ou une stratégie à terme bien définie. C'est ce qui explique d'ailleurs l'échec de l'action gouvernementale.

Le développement de la production nationale est un objectif assigné à tous les acteurs économiques aussi bien les entreprises que les banques, et les institutions de régulation et d'encadrement. L'explosion, par ailleurs, de la facture des importations, qui a atteint 59 milliards de dollars en 2014 est un signal très fort pour justement prendre au sérieux ce sujet et d'en faire une priorité nationale.

Le dispositif d'encouragement offre de nombreux avantages en matière de financement, de fiscalité (à l'investissement) et de droits de douane, de réalisation d'infrastructures, de concession de terrains, dans la phase de création ou d'extension d'activité accompagnés de programmes de soutien public à la mise à niveau des entreprises.

D'autres mesures ont été mises en place depuis quelques années pour freiner les importations de produits,

surtout ceux destinés à la revente en l'état, pour protéger la production nationale, mais sans réel succès. Le constat est là, échec de la politique de relance de la production nationale, l'avis de tous les experts.

Pensez-vous que ces mesures auront des résultats sur le scène économique nationale ?

La réalité d'aujourd'hui dénote que l'économie algérienne est sérieusement en panne. Chaque année amène son lot de mesures sans pour autant aboutir à une quelconque amélioration pour la simple raison, et ce assez souvent, ces mesures sont prises sans consultations, ni concertations avec les acteurs économiques en général.

Si l'on peut comprendre que, jusque-là, les initiatives menées par les pouvoirs publics en matière de dialogue économique aient été orientées surtout vers des préoccupations de court terme (pour apaiser la sphère sociale dans un contexte économique national difficile), la conjoncture exceptionnellement favorable que connaît notre pays au cours des dernières années ouvre une perspective nouvelle, celle de pouvoir engager sérieusement des réformes ambitieuses pour une relance du développement économique national à long terme.

Les programmes ambitieux d'investissement mis en chantier les quinze dernières années pour rattraper le retard en matière de construction et de modernisation des infrastructures représentaient une nécessité absolue et sont de fait, certes très utiles, mais il est tout à fait vital qu'ils soient accompagnés par un programme économique tourné vers le développement et la promotion de la production nationale de biens et de services dans le contexte d'une économie ouverte et orientée vers la création de richesse.

Entretien

Dans ce cadre, il faut définir clairement le rôle que les pouvoirs publics veulent bien réserver à l'entreprise algérienne en général et des moyens à réunir pour en faire un acteur essentiel du développement économique national. Des progrès sont enregistrés dans de nombreux domaines. Il n'en demeure pas moins que, pour l'entreprise, l'environnement économique est un ensemble solidaire exhaustif à l'intérieur duquel elle doit fonctionner et évoluer, et toute rupture de la cohérence de cet ensemble est un surcoût qui pénalise ses performances et sa compétitivité.

Le problème de toutes les réformes indispensables que notre pays doit s'attacher à mener à bien pour se mettre sur la voie d'une croissance plus saine, plus forte et plus durable reste entièrement posé. Il convient d'insister fortement sur l'impératif absolu qui s'impose à notre pays et à sa politique économique, celui d'avoir à résoudre la contrainte lourde de la dépendance externe ou tout au moins à en desserrer l'étreinte dans les meilleurs délais.

Quelle analyse faite-vous du développement actuel de la production locale ?

La production nationale a du mal à décoller et s'affirmer avec l'invasion de notre marché par des produits de la concurrence internationale, et ce dans tous les secteurs. Nous importons pratiquement tout, médicaments, lait, produits agricoles, alimentation, matériaux de construction, services, etc...

Une décennie de dépenses publiques sans précédent dans l'histoire économique du pays a montré que les énormes investissements de l'Etat n'ont pas pu conduire à un taux de croissance annuel de 5%. On tourne bon an mal an entre 2% et 3% de croissance. Un seuil trop insuffisant.

L'Algérie pourrait être un grand pays émergent avec un revenu par habitant beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui. Elle pourrait rejoindre ce peloton constitué notamment de la Chine, de l'Inde, du Brésil dont la croissance dépasse les 7%.

Il convient de situer l'entreprise comme moteur principal de la croissance économique à travers de multiples facilitations et un climat des affaires beaucoup plus favorable à la création de richesses et d'emplois. Plusieurs chantiers doivent être simultanément ouverts : en particulier débureaucratiser l'administration qui bloque aujourd'hui les actes d'investissement et de production ; améliorer la qualité de l'enseignement scolaire et universitaire, formation de l'encadrement des entreprises, créer une structure au plus haut niveau de l'Etat formée de cadres et d'économistes très compétents chargée de conduire ces changements, de suivre leur application sur le terrain et surtout de garantir le succès de ces opérations.

A ce jour, comment estimez-vous les exportations hors hydrocarbures ?

Depuis des décennies, les exportations hors hydrocarbures sont au centre des préoccupations des pouvoirs publics. Plusieurs mécanismes, facilitations, mesures d'appui et d'accompagnement ont été mis à la disposition des entreprises désirant positionner leurs produits à l'étranger. Néanmoins, le constat est accablant : 2 milliards de dollars seulement exportés sachant que les exportations algériennes hors hydrocarbures sont prédominées par des dérivés d'hydrocarbures à hauteur de 60%. L'Algérie demeure malheureusement un pays mono-exportateur d'hydrocarbures. Les différentes politiques de développement des exportations hors hydrocarbures ont échoué.

Ce que l'on peut retenir aujourd'hui se résume au fait que les différentes mesures prises pour promouvoir l'exportation n'ont pas donné les résultats escomptés. Pourquoi selon vous ?

Le commerce extérieur est victime d'une absence de vision et aussi de l'absence d'une entité bien identifiée pour son développement. Je vous rappelle que lors d'une des dernières interventions du Premier ministre, il avait abordé la nécessité de prendre en charge sérieusement ce sujet qu'est le commerce extérieur sous ses trois aspects, notamment le développement des exportations hors hydrocarbures, la gestion et régulation des importations, et l'attrait des IDE.

Concernant l'export, vouloir se positionner à l'international requiert une politique d'exportation qui s'appuie avant tout sur un tissu industriel intense et diversifié susceptible de proposer des produits concurrentiels avec une maîtrise parfaite des 4 paramètres de production, à savoir la qualité, la quantité, le temps ou délais et les coûts. Il y a certes un certain nombre de mesures de facilitation mais qui restent difficilement accessibles. La bureaucratisation des procédures et de ses mesures a fini par rendre l'acte d'exporter si contrariant que beaucoup d'opérateurs se sont rabattus sur le marché domestique, limitant leur activité à satisfaire la demande intérieure. Il en est de même pour les procédures douanières qui ne facilitent nullement un développement stable et pérenne à l'export à cause des lenteurs pesant sur les délais de livraison malgré les améliorations enregistrées depuis quelque temps.

Les exportateurs souffrent aussi d'un manque criant en termes de logistique, ce qui compromet la compétitivité des produits nationaux à l'international et rend les destinations, notamment

les plus lointaines difficiles à pénétrer. A notre sens il nous semble plus que nécessaire débureaucratiser le Fonds de soutien pour les exportations (FSPE) dont le rôle qui lui est dévolu n'est pas pleinement assuré, d'où la nécessité d'une réforme qui permettra une gestion plus souple et la mise au service et à la disposition de tous les exportateurs sans exclusive.

Il serait opportun donc de mettre en place de nouvelles mesures initiées dans le cadre d'une stratégie, et non pas, une fois de plus, comme actions ou mesures isolées avec une entité bien identifiée qui prendra en charge non seulement la gestion de l'export, mais qui s'occupera également de la régulation des importations et de l'attrait des IDE. Pour cela, l'ACE appelle à la création d'un ministère du Commerce extérieur qui devra jouer un rôle stratégique.

L'inefficacité des auxiliaires à l'exportation (banques, douanes, transports, assurances...) est souvent pointée du doigt. Le problème réside-t-il dans les procédures ou dans la ressource humaine pas formée ?

Cette inefficacité est le résultat de plusieurs facteurs, notamment la désorganisation de l'activité export, l'absence de tutelle identifiée, d'où la non-implication de ces auxiliaires, censés être des acteurs importants dans la construction d'une vision ou d'une stratégie de développement des exportations hors-hydrocarbures. La concurrence internationale féroce nécessite une adaptation à la réalité de l'économie de marché et au libre échange. Pour cela, il faut donner un sens concret au souhait de développer les exportations en impliquant harmonieusement, dans un environnement clair et efficace, l'ensemble des auxiliaires à l'exportation, notamment

les banques pour par exemple plus de facilités dans le traitement bancaire. Concernant les aspects relatifs aux délais de transfert des recettes, aux conseils et un meilleur accompagnement, il faut une couverture adéquate du risque à l'exportation par la Cagex, une mise en place par les services des douanes de procédures de contrôle simples avec un traitement privilégié sans oublier d'améliorer les infrastructures portuaires et aéroportuaires avec accès facile. Il faudrait tout simplement faire de ces auxiliaires à l'export des leviers de compétitivité pour nos entreprises à l'international

Qu'en est-il du respect des normes ?

Les producteurs qui désirent exporter sont soumis à un certain nombre de normes impactant leur mode de production et leur organisation. De nombreux pays ont mis en place des politiques de normalisation à l'importation de différents produits sur leur territoire.

Si vous prenez le cas des produits alimentaires, les producteurs doivent répondre à plusieurs aspects sanitaires en réponse aux législations alimentaires européennes de résidus de pesticides et même depuis quelques années la traçabilité des emballages. A titre d'information, pour rassurer nos exportateurs, nous avons des institutions locales compétentes pour effectuer les contrôles nécessaires sur les marchandises exportées.

D'ailleurs, l'élaboration d'un programme national de certification de notre offre est nécessaire pour accompagner nos entreprises qui ambitionnent d'aller à l'international, mais encore une fois, cette action doit s'enregistrer dans le cadre de la stratégie nationale de développement des exportations hors-hydrocarbures, et non pas comme action isolée.

Quelle évaluation faites-vous de la participation des entreprises algériennes aux foires et salons à l'étranger ?

Participer à un salon, une foire, un forum à l'étranger nécessite une préparation, une organisation, un investissement, des outils adaptés. Nous déplorons la qualité de nos pavillons à l'étranger, mauvaise préparation, parfois manque d'objectivité quant au choix de la manifestation, encadrement défaillant, pas d'évaluation et bien sûr pas de retour sur investissement. Très souvent c'est l'occasion pour certains participants et accompagnateurs pour profiter des frais de mission en devises et faire du tourisme, sans plus.

Quel est votre avis sur un sujet qui s'avère d'actualité, et là je parle des licences d'importation et d'exportation

Les Etats interviennent très souvent dans le commerce extérieur au moyen d'instruments de protection « directs » ou « indirects », et ce avec des objectifs « variés ». Les plus courants visent à « réguler » et à « contrôler » la facture des importations, à « protéger » la production locale, et à la « diminution » du déficit commercial. Des pays dits libéraux, même leaders de cette doctrine libérale, ont recourus à certaines formes de « protectionnisme », invoquant une « concurrence déloyale » ou des pratiques de « dumping ». *Mais une licence d'importation est-elle une solution salvatrice ?*

Je pense honnêtement que cette mesure va créer un « désordre important » dans un marché qui sort totalement du contrôle de l'Etat provoquant une situation « de pénurie » qui conduira de fait à une « flambée des prix » qui touchera automatiquement le pouvoir d'achat des citoyens.

Aujourd'hui, c'est la logique du marché qui prévaut avec l'un de ses



principes, la liberté des prix, soumis à la règle de l'offre et de la demande, un marché «sous le diktat des grands commerçants, importateurs, spéculateurs et autres acteurs, en l'absence du rôle régulateur de l'Etat». Aussi, il est temps d'organiser le secteur du commerce extérieur, l'inscrire dans une nouvelle démarche, parce que les mesures restrictives comme les licences d'importation ont montré «leurs limites par le passé» et jouissent d'un «discrédit certain» auprès des différents acteurs et opérateurs économiques nationaux.

Le succès de cette nouvelle démarche souhaitée par le gouvernement algérien repose sur des paramètres de neutralité et d'une administration juste et équitable.

Nous connaissons tous le mal qui ronge l'Algérie et notamment son administration, vous m'aurez compris, je parle de la corruption, pots de vin, malversations... etc. Comment réussir dans ce cas là, pareil projet qui repose essentiellement sur des critères, qui, de nos jours, sont d'une rareté flagrante. Pour cela, nous recommandons que d'autres formes de protectionnisme puissent être actionnées de façon «intelligente» et «ciblées» par familles de produits ou par secteurs d'activités en concertation avec nos commerçants et importateurs.

La conférence nationale sur le commerce extérieur du 30 et 31 mars revêt une grande importance pour certains, alors que d'autres la considère comme un non événement. De quel côté vous positionnez-vous et pourquoi ?

Je dois signaler avant tout que l'ACE, qui est une association riche en expertise et qui devrait jouer un rôle important en matière d'accompagnement et de conseil auprès de ce ministère n'a pas été conviée pour prendre part à cet événement. Pour ceux qui considèrent cette conférence comme un non événement, je les comprends parfaitement, parce qu'on nous a habitué à ce genre d'initiatives sans lendemain et sans réflexion sérieuse autour du sujet ni de concertation avec les véritables acteurs.

Quels sont à votre avis les secteurs les plus porteurs qui permettraient à l'Algérie de réduire sa dépendance des hydrocarbures ?

Certains think tanks estiment qu'avant 2023 l'Algérie n'aura plus de pétrole à exporter. Ces résultats sont corroborés par des études menées par l'OPAEP et confirmés par certains de nos spécialistes. 2023 c'est demain. Ceci est dramatique pour la viabilité de la Nation algérienne. **Il impératif de libérer l'économie algérienne de sa dépendance aux hydrocarbures.**

La diversification économique en Algérie, nécessaire au développement du pays peine à s'affirmer. En dépit des investissements effectués, la croissance hors hydrocarbures n'impose toujours pas son processus. **«La prospérité publique est semblable à un arbre : l'agriculture en est la racine, l'industrie et le commerce en sont les branches et les feuilles ; si la racine vient à souffrir, les feuilles tombent, les branches se détachent et l'arbre meurt».**

Jules Méline

L'économie nationale continue d'évoluer autour d'un centre de gravité : le pétrole, ressource non renouvelable. C'est un fait. Et cela n'a pas changé parce que le pays n'arrive pas à s'engager dans l'édification d'une véritable économie de substitution aux hydrocarbures. Les politiques économiques se ressemblent : aucune d'entre elles n'a réussi à donner de la consistance à la production nationale et aux exportations hors hydrocarbures.

Cette citation de Jules Méline est plus que jamais d'actualité pour notre pays si on se réfère à la situation des deux secteurs clés pour la croissance et le développement des exportations notamment l'industrie et l'agriculture, deux secteurs que l'état doit accompagner pour le renforcement en matière de compétitivité et l'aide à l'intégration dans les espaces économiques mondiaux.

Il faut comprendre une fois pour toute que l'export représente un enjeu socioéconomique important pour l'Algérie ; d'une manière générale, l'exportation est une nécessité vitale pour l'entreprise et l'Etat, c'est un certificat de bonne santé et un vecteur de développement économique et un facteur de dynamisme

Nous vous remercions d'avoir bien voulu répondre à nos questions et vous laissons le privilège du mot de la fin, pour conclure.

Nous devons relever ce défi vital pour la pérennité de notre nation. Faisons des exportations hors hydrocarbures et donc du développement de la production nationale le nouveau challenge de l'Algérie en se regroupant tous autour d'une équipe gouvernementale, dynamique et compétente pour sa réussite■